

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1944.

Proposition de loi modifiant les lois des 10 mai 1900 et 20 août 1903
sur les pensions de vieillesse.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse accordait une allocation de 65 francs à tout *ouvrier* ou ancien *ouvrier* belge ayant une résidence en Belgique, né avant le 1^{er} janvier 1843 et se trouvant dans le besoin.

Elle accordait la même allocation aux travailleurs nés du 1^{er} janvier 1843 au 31 décembre 1845 pourvu qu'ils eussent effectué à la Caisse de retraite des versements s'élevant au moins à 3 francs par an et formant un total de 18 francs.

La période transitoire établie par cette loi a pris fin. Les ouvriers nés depuis le 1^{er} janvier 1846 ne jouissent que de la pension produite par les versements faits à leur nom à la Caisse de retraite.

Un examen sommaire démontre que si cette loi et celle du 20 août 1903 ont produit des résultats précieux et encourageants, elles n'ont cependant point amené l'affiliation générale des travailleurs à la Caisse de retraite et que, notamment, elles n'ont pu entraîner la grosse majorité de ceux qui sont nés depuis 1870. Ceux-ci seront dépourvus de pension si le législateur n'adopte sans tarder de nouvelles mesures en leur faveur.

Notre proposition de loi ne prétend point résoudre le problème des pensions ouvrières. Son but est plus restreint. En restant dans le cadre de la législation existante, elle veut pourvoir aux nécessités les plus urgentes et rendre plus efficace l'affiliation à la Caisse de retraite, de ces catégories de travailleurs auxquels leur âge ne permet plus d'obtenir une pension de

quelque importance par leurs seuls versements malgré les primes élevées que leur alloue l'État.

Quelle que soit au surplus l'acuité de la question des pensions ouvrières, la Chambre ne pourrait la résoudre en ce moment, car elle offre une grande complexité et elle est de nature à soulever de longues discussions.

D'après l'exposé général des opérations de la Caisse de retraite, le nombre approximatif de ses affiliés s'élevait, au 31 décembre 1910, à 1,150,000. Il s'était accru de 79,244 pendant cette dernière année et de 81,827 pendant l'année 1909. 5,727 sociétés de retraite avaient effectué des versements.

En 1909, sur 1,075,000 affiliés, 631,331 avaient opéré un versement, et parmi eux 576,441 avaient versé 3 francs au moins. 63,228 touchèrent leur rente.

D'autre part, le classement des titulaires de livrets d'après leur âge donnait le résultat suivant au 31 décembre 1908 :

Affiliés nés en 1844		21,701
Id. id. 1845		20,951

Ensuite nous trouvons :

une moyenne de	5,091 affiliés pour chacune des années	1846 à 1850.
id. de	6,000	id. id. 1851 à 1855.
id. de	8,700	id. id. 1856 à 1860.
id. de	10,600	id. id. 1861 à 1865.

Le nombre des affiliés augmente en proportion inverse de l'âge. Il s'élève à 17,828 nés en 1878, à 29,346 nés en 1888. Les chiffres des années intermédiaires sont affectés par l'affiliation d'office des miliciens. 30 % approximativement des affiliés sont âgés de moins de 20 ans.

La comparaison du nombre des affiliés nés en 1844 et 1845 avec celui des affiliés nés pendant les années suivantes démontre combien grande fut l'attraction qu'exerça sur les vieux travailleurs la perspective de toucher la modeste allocation de 65 francs.

D'autre part, elle prouve également que la période transitoire établie par la loi du 10 mai 1900 fut trop courte. L'ouvrier né en 1846 avait 54 ans au moment de la mise en vigueur de cette loi et ne pouvait plus obtenir une pension un peu sérieuse qu'au prix d'un sacrifice qui eût excédé ses forces. Il ne s'est guère affilié; il en a été de même pour tous ceux ayant atteint un âge relativement élevé. L'importance des versements qu'ils eussent dû faire les a écartés de la Caisse de retraite.

Il eût d'ailleurs été souhaitable d'éviter cette saute soudaine entre les personnes nées en 1845 et celles nées en 1846 — 65 francs aux unes, plus rien aux autres — en instituant un système de paliers, c'est-à-dire en ajoutant, pendant quelques années, à la rente produite par les versements et

les primes une allocation qui eût décrû à mesure qu'elle se fût appliquée à des générations plus jeunes et qui, par conséquent, auraient eu plus de temps pour se constituer une pension.

Ce qui n'a point été fait alors peut encore se réaliser aujourd'hui ; c'est le but de notre système.

Nous proposons qu'une allocation annuelle soit accordée à tous les Belges dans le besoin, nés après le 31 décembre 1845 et avant le 1^{er} janvier 1871, pourvu qu'ils aient effectué à la Caisse de retraite, par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue, autant de versements annuels de 6 francs qu'il y a d'années à courir jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 65 ans.

Cette allocation sera de 65 francs pour les personnes nées de 1846 à 1849. Elle se réduira progressivement pour les personnes d'un âge moins avancé et n'atteindra plus que 35 francs pour celles nées en 1870.

Afin de sanctionner l'obligation du versement personnel sans retarder cependant l'entrée en jouissance de la pension, le projet réduit l'allocation de 3 francs pour chacune des années pendant lesquelles l'intéressé n'aura point opéré de versement à la Caisse de retraite.

Notre proposition écarte d'une façon absolue le système de la pension gratuite quelque minime que celle-ci puisse être. Elle exige un effort, un sacrifice personnel de l'intéressé. Nous considérons que les allocations purement gratuites sont du domaine de la bienfaisance; elles ne constituent qu'un secours, qu'une aumône dissimulée sous un nom plus ou moins pompeux. La pension doit être le résultat d'un acte de prévoyance.

Au surplus, si l'allocation semble devoir être pour beaucoup le motif prédominant de leur affiliation à la Caisse de retraite, il s'en faut cependant qu'elle doive constituer dans notre système l'élément principal de la pension. Grâce aux primes nouvelles allouées par la loi du 5 juin 1911, les versements personnels des intéressés sont de nature à augmenter bientôt, d'une façon appréciable, le montant de la pension. Elles en formeront l'élément principal après quelques années.

Notre proposition comporte également une modification réclamée à maintes reprises. Elle supprime la nécessité de justifier de la qualité d'ouvrier et ne maintient que la condition du besoin. Bien des gens dans le besoin n'ont jamais été ouvriers; ils doivent cependant pouvoir jouir de la pension.

R. MOYERSON.

(4)

**Proposition de loi modifiant les lois
des 10 mai 1900 et 20 août 1903.**

L'article 9 de la loi du 10 mai 1900 modifiée par celle du 20 août 1903 est modifié comme il suit :

Une allocation annuelle de 65 francs sera accordée à tous les Belges ayant une résidence en Belgique, nés avant le 1^{er} janvier 1843 et se trouvant dans le besoin.

Sont admis dans les mêmes conditions à jouir de cette allocation ceux qui, nés du 1^{er} janvier 1843 au 31 décembre 1845, auront effectué à la Caisse générale de retraite des versements s'élevant au moins à 3 francs par an et formant un total de 18 francs.

Une allocation annuelle sera allouée également à tous les Belges satisfaisant aux mêmes conditions de résidence et de besoin, nés après le 31 décembre 1845 et avant le 1^{er} janvier 1871.

Elle leur sera allouée à l'âge de 65 ans à la condition que, depuis l'année courante, ils aient effectué à la Caisse générale de retraite des versements annuels réguliers de 6 francs au moins.

Cette allocation s'élèvera à 65 francs pour les personnes nées du 1^{er} janvier 1846 au 31 décembre 1849;

A 60 francs pour celles nées du 1^{er} janvier 1850 au 31 décembre 1853;

A 55 francs pour celles nées du 1^{er} janvier 1854 au 31 décembre 1857;

A 50 francs pour celles nées du 1^{er} janvier 1858 au 31 décembre 1861;

A 45 francs pour celles nées du 1^{er} janvier 1862 au 31 décembre 1865;

**Wetsvoorstel houdende wijziging der
wetten van 10 Mei 1900 en
20 Augustus 1903.**

Artikel 9 der wet van 10 Mei 1900, gewijzigd door de wet van 20 Augustus 1903, wordt gewijzigd als volgt :

Eene jaarlijksche toelage van 65 frank wordt verleend aan alle Belgen die eene verblijfplaats in België hebben, vóór 1 Januari 1843 zijn geboren en in nood verkeeren.

Zij die, geboren tusschen 1 Januari 1843 en 31 December 1845, in de Algemeene Lijfrentekas stortingén hebben gedaan tot een bedrag van ten minste 3 frank 's jaars, in 't geheel 18 frank nitmakende, kunnen dezelfde toelage genieten onder dezelfde voorwaarden.

Eene jaarlijksche toelage wordt insgelijks verleend aan alle Belgen die, geboren na 31 December 1845 en vóór 1 Januari 1871, voldoen aan dezelfde vereischten van verblijf en behoefte.

Zij wordt hun toegekend op den leeftijd van 65 jaar op voorwaarde dat zij, sedert het loopende jaar, in de Algemeene Lijfrentekas regelmatige jaarlijksche stortingén van ten minste 6 frank hebben gedaan.

Deze toelage bedraagt 65 frank voor de personen geboren tusschen 1 Januari 1846 en 31 December 1849;

60 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1850 en 31 December 1853;

55 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1854 en 31 December 1857;

50 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1858 en 31 December 1861;

45 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1862 en 31 December 1865;

A 40 francs pour celles nées du 1 ^{er} janvier 1866 au 31 décembre 1869;	40 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1866 en 31 December 1869;
A 35 francs pour celles nées en 1870.	35 frank voor die geboren in 1870.

Elle sera réduite de 3 francs pour chacune des années pendant lesquelles le versement ci-dessus prescrit n'aura pas été effectué.	Ze wordt verminderd met 3 frank voor elk der jaren gedurende welke bovenstaande voorgeschreven storting niet werd gedaan.
--	--

R. MOYERSOEN.

CHEV. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

EM. BÔVAL.

ERN. REYNAERT.

EM. TIBBAUT.

A. VERHAEGEN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1911.

**Wetsvoorstel houdende wijziging der wetten van 10 Mei 1900
en 20 Augustus 1903 op de ouderdomspensioenen.**

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Door de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen werd aan elken behoeftigen Belgischen *werkmán* of *oud-werkman*, in België verblijvende en geboren vóór 1 Januari 1843, eene jaarlijksche toelage van 65 frank verleend.

Dezelfde ondersteuning werd verleend aan arbeiders, geboren in den tijd tusschen 1 Januari 1843 en 31 December 1845, op voorwaarde dat ze, bij jaarlijksche stortingen van ten minste 3 frank, tot een gezamenlijk bedrag van 18 frank hadden gestort in de Lijfrentekas.

Het bij die wet bepaalde overgangstijdsperk is thans voorbij. De werklieden, geboren sedert 1 Januari 1846, genieten nog slechts het pensioen, gevormd door de stortingen, op hun naam ter Lijfrentekas gedaan.

Uit een kort overzicht blijkt, dat, zoo bedoelde wet en de wet van 20 Augustus 1903 hebben geleid tot kostbare en aanmoedigende uitslagen, zij nochtans niet tot gevolg hebben gehad de algemeene aansluiting van de arbeiders bij de Lijfrentekas en vooral niet het meerendeel der sedert 1870 geboren arbeiders daartoe konden doen besluiten. Laatstgenoemden blijven dus verstoken van het pensioen, indien de wetgever niet onverwijld nieuwe maatregelen ten hunnen bate neemt.

Ons wetsvoorstel wil niet het vraagstuk der arbeiderspensioenen geheel oplossen. Het heeft een meer beperkt doel. Binnen de palen van de bestaande wetten blijvende, strekt het enkel om te voorzien in de meest dringende behoeften en te maken dat die klassen van arbeiders, door hun

leeftijd verhinderd een ietwat beduidend pensioen te verwerven door middel van hunne stortingen alleen, ondanks de hun door den Staat toegekende hooge premiën, zich doelmatiger kunnen aansluiten bij de Lijfrentekas.

Hoe nijpend, overigens, het vraagstuk van de arbeiderspensioenen moge zijn, toch zou de Kamer het thans niet kunnen oplossen, daar het te veelzijdig is en van aard om langdurende beraadslagingen uit te lokken.

Volgens het algemeen verslag over de verrichtingen van de Lijfrentekas, telde men, op 31 December 1910, nagenoeg 1,150,000 aangeslotenen. In dat jaar nam het getal toe met 79,241 en met 81,827 in 1909. Stortingen waren gedaan door 5,727 pensioensmaatschappijen.

In 1909 hadden, op 1,075,000 aangeslotenen, 631,331 eene storting gedaan, en onder hen waren er 576,441 die ten minste 3 frank hadden gestort. 63,228 trokken hunne rente.

Anderdeels konden de bezitters van boekjes, op 31 December 1908, naar leeftijd worden gerangschikt als volgt :

Aangeslotenen geboren in 1844	21,701
Id. id. 1845	20,951

Verder vinden wij gemiddeld 5,091 aangeslotenen voor elk jaar, van 1846 tot 1850; gemiddeld 6,000 voor elk jaar van 1851 tot 1855; 8,700 voor elk jaar van 1855 tot 1860; 10,600 voor elk jaar van 1861 tot 1865.

't Getal aangeslotenen neemt toe in averechtsche verhouding tot den leeftijd. Het bedraagt 17,828 in 1878 geboren en 29,346 in 1888 geboren. De cijfers van de tusschenvallende jaren ondergaan den invloed van het getal miliciens die ambtshalve zijn aangesloten. Ongeveer 30 t. h. van de aangeslotenen hebben den leeftijd van 20 jaar niet bereikt.

Uit de vergelijking van het getal aangeslotenen, geboren in 1844 en 1845, met dit van de later geboren, blijkt hoe aantrekkelijk voor oude werklieden het vooruitzicht was, de geringe toelage van 65 frank te kunnen genieten.

Anderdeels bewijst zij ook, dat het overgangstijdperk, bij de wet van 10 Mei 1900 bepaald, te kort was. Toen deze wet in werking trad, had de in 1846 geboren werkmán den leeftijd van 54 jaar bereikt en kon hij dus slechts een eenigszins beduidend pensioen trekken mits eene opoffering die zijn vermogen zou te boven gegaan zijn. Weinigen hebben zich aangesloten; dit was ook het geval met hen die tot een betrekkelijk gevorderden leeftijd waren gekomen. Het bedrag van de stortingen, waartoe zij zouden gehouden geweest zijn, hield velen verwijderd van de Lijfrentekas.

't Ware overigens wenschelijk geweest, niet dit groot verschil te maken tusschen die geboren in 1845 en die geboren in 1846 — 65 frank voor de eenen, niets voor de anderen — door als 't ware verschillende trappen in te stellen, 't is te zeggen dat, gedurende enkele jaren, zou zijn toegevoegd aan de rente gegeven door de stortingen en de premiën, eene toelage, ver-

minderend naarmate dat zij werd verleend aan jongere geslachten die over meer tijd beschikten om hun pensioen te vestigen.

Wat toen niet geschiedde, kan thans worden verwezenlijkt; daarop berust ons stelsel.

Wij stellen voor, dat eene jaarlijksche toelage worde verleend aan alle Belgische behoeftigen, geboren na 31 December 1845 en vóór 1 Januari 1871, op voorwaarde dat zij, door toedoen van eene erkende maatschappij van onderlingen bijstand, zooveel jaarlijksche stortingen van 6 frank hebben gedaan als er nog jaren moeten verlopen totdat zij den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

Deze toelage zal 65 frank bedragen voor de personen geboren in den tijd tusschen 1846 en 1850. Geleidelijk zal zij verminderen voor de personen van minder gevóórden leeftijd en slechts 35 frank beloopt voor hen die in 1870 zijn geboren.

Om de verplichting tot persoonlijke storting te bekrachtigen, zonder nochtans het genieten van het pensioen te vertragen, wordt door ons ontwerp de toelage verminderd met 3 frank voor elk der jaren waarin de belanghebbende geene storting ter Lijfrentekas deed.

Ons voorstel wijst het stelsel van kosteloos pensioen, hoe gering het ook moge wezen, volstrekt van de hand. Het vereischt eene inspanning, een persoonlijk offer vanwege den belanghebbende. Louter kosteloze tegemoetkomingen beschouwen wij als behoorend tot het gebied der weldadigheid; zij zijn doodeenvoudig een hulpbetoon, eene bedekte aalmoes, onder een min of meer verbloemden vorm. Het pensioen moet voortvloeien uit een daad van voorzorg.

Moet overigens de toelage grootelijks bewegen tot aansluiting bij de Lijfrentekas, toch moet zij, volgens ons stelsel, op verre na niet zijn het hoofdbestanddeel van het pensioen. Dank zij de nieuwe premiën, bij de wet van 5 Juni 1911 toegestaan, zijn de persoonlijke stortingen van de belanghebbenden van aard om eerlang, in tastbare mate, het bedrag van het pensioen te verhoogen. Daarvan zullen zij, na eenige jaren, het hoofdbestanddeel uitmaken.

Ons voorstel bevat insgelijks eene herhaaldelijk verlangde wijziging. Het is niet meer noodig bewijs te leveren dat men werkman is; 't zal volstaan te bewijzen dat men behoeftig is. Vele hulpbehoevende lieden waren nooit werkman; toch behooren zij het pensioen te kunnen genieten.

R. MOYERSOEN.

(4)

Proposition de loi modifiant les lois des 10 mai 1900 et 20 août 1903.

Wetsvoorstel houdende wijziging der wetten van 10 Mei 1900 en 20 Augustus 1903.

L'article 9 de la loi du 10 mai 1900 modifiée par celle du 20 août 1903 est modifié comme il suit :

Une allocation annuelle de 65 francs sera accordée à tous les Belges ayant une résidence en Belgique, nés avant le 1^{er} janvier 1843 et se trouvant dans le besoin.

Sont admis dans les mêmes conditions à jouir de cette allocation ceux qui, nés du 1^{er} janvier 1843 au 31 décembre 1845, auront effectué à la Caisse générale de retraite des versements s'élevant au moins à 3 francs par an et formant un total de 18 francs.

Une allocation annuelle sera allouée également à tous les Belges satisfaisant aux mêmes conditions de résidence et de besoin, nés après le 31 décembre 1845 et avant le 1^{er} janvier 1871.

Elle leur sera allouée à l'âge de 65 ans à la condition que, depuis l'année courante, ils aient effectué à la Caisse générale de retraite des versements annuels réguliers de 6 francs au moins.

Cette allocation s'élèvera à 65 francs pour les personnes nées du 1^{er} janvier 1846 au 31 décembre 1849;

A 60 francs pour celles nées du 1^{er} janvier 1850 au 31 décembre 1853;

A 55 francs pour celles nées du 1^{er} janvier 1854 au 31 décembre 1857;

A 50 francs pour celles nées du 1^{er} janvier 1858 au 31 décembre 1861;

A 45 francs pour celles nées du 1^{er} janvier 1862 au 31 décembre 1865;

Artikel 9 der wet van 10 Mei 1900, gewijzigd door de wet van 20 Augustus 1903, wordt gewijzigd als volgt :

Eene jaarlijksche toelage van 65 frank wordt verleend aan alle Belgen die eene verblijfplaats in België hebben, vóór 1 Januari 1843 zijn geboren en in nood verkeereren.

Zij die, geboren tusschen 1 Januari 1843 en 31 December 1845, in de Algemeene Lijfrentekas stortingen hebben gedaan tot een bedrag van ten minste 3 frank 's jaars, in 't geheel 18 frank nitmakende, kunnen dezelfde toelage genieten onder dezelfde voorwaarden.

Eene jaarlijksche toelage wordt insgelijks verleend aan alle Belgen die, geboren na 31 December 1845 en vóór 1 Januari 1871, voldoen aan dezelfde vereischten van verblijf en behoefte.

Zij wordt hun toegekend op den leeftijd van 65 jaar op voorwaarde dat zij, sedert het loopende jaar, in de Algemeene Lijfrentekas regelmatige jaarlijksche stortingen van ten minste 6 frank hebben gedaan.

Deze toelage bedraagt 65 frank voor de personen geboren tusschen 1 Januari 1846 en 31 December 1849;

60 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1850 en 31 December 1853;

55 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1854 en 31 December 1857;

50 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1858 en 31 December 1861;

45 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1862 en 31 December 1865;

A 40 francs pour celles nées du 1 ^{er} janvier 1866 au 31 décembre 1869;	40 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1866 en 31 December 1869;
A 35 francs pour celles nées en 1870.	35 frank voor die geboren in 1870.

Elle sera réduite de 3 francs pour chacune des années pendant lesquelles le versement ci-dessus prescrit n'aura pas été effectué.	Ze wordt verminderd met 3 frank voor elk der jaren gedurende welke bovenstaande voorgeschreven storting niet werd gedaan.
--	--

R. MOYERSOEN.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEHEM.

EM. BÔVAL.

ERN. REYNAERT.

EM. TIBBAUT.

A. VERHAEGEN.

